

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 22 MARS 1902.

Proposition de revision des articles 47, 48, 49, 53, 54, 55, 56,
56^{bis} et 57 de la Constitution.

DÉVELOPPEMENTS.

MESSIEURS,

S'il fallait démontrer l'opportunité et l'urgence de la proposition dont nous avons eu l'honneur de saisir le Parlement, elles se justifieraient par ce fait, assurément décisif, que la Chambre en a fait l'objet d'une longue discussion, avant même d'en être saisie. On ne peut donc nier qu'elle ne soit conforme aux vœux de l'opinion publique. Ceux-ci se traduisent, de jour en jour, par des faits patents et irrécusables dont il est impossible de méconnaître la portée.

Ce ne sont pas seulement les classes ouvrières qui revendiquent, avec une inlassable persévérance, l'égalité devant le scrutin; un grand nombre de ceux auxquels le régime actuel assure un privilège électoral, ont résolu, avec une générosité et une clairvoyance politiques qui les honorent, d'en poursuivre la suppression. De même que, naguère, la bourgeoisie censitaire a, dans des vues désintéressées et par un sentiment profond de la Justice, pris l'initiative de l'abolition du cens et de la proclamation du principe du suffrage universel, de même, elle entend aujourd'hui poursuivre et compléter l'œuvre qu'elle a commencée en 1893.

Il n'y a pas d'exemple, dans l'histoire, d'un privilège qui résiste aux efforts qu'entreprend, pour l'abattre, l'élite de ceux qui en sont investis.

Chose curieuse, ceux qui voudraient ajourner la solution du problème, sont précisément ceux qui ont annoncé et prédit que la solution conforme à la proposition s'imposerait à bref délai.

Il n'en pouvait être autrement.

Le jour où, après avoir inscrit dans la Constitution le principe que tous

les Belges sont électeurs, la majorité n'a songé qu'à apporter à ce droit des restrictions et des entraves, à en priver des milliers d'ouvriers dans les élections communales, et à y donner aux plus riches des privilèges indéfendables, il était certain que l'opinion publique se soulèverait contre un pareil régime et réclamerait l'égalisation du droit de suffrage.

Ce qui a achevé de discréditer le vote plural, ce sont les fraudes avérées auxquelles il a donné lieu, l'impossibilité d'en constater bien d'autres auxquelles il prête par sa nature même, et l'impunité assurée à leurs auteurs par une jurisprudence que le Gouvernement avait pour devoir de faire modifier par des dispositions légales.

Son inaction systématique est une sorte de complicité.

D'un autre côté, la représentation proportionnelle a eu cette rare fortune, à part ses mérites intrinsèques, de rallier à la cause du suffrage universel pur et simple, beaucoup d'excellents esprits qui s'alarmaient des conséquences possibles de la suppression du vote plural.

C'est la garantie la plus certaine et la plus efficace contre les abus que d'aucuns redoutaient.

Dans un pays doté, comme la Belgique, des libertés les plus larges, une minorité parlementaire, poursuivant un but juste ou résistant à des mesures excessives, est certaine de jouer un rôle pondérateur et d'empêcher la majorité d'abuser de sa force numérique.

Nous sommes même convaincus que, si au lieu de décréter le système du vote plural, la Constituante, mieux inspirée, avait accepté, au moins en partie, les projets d'organisation du suffrage universel formulés par l'opposition et repris par le Gouvernement d'alors, la représentation proportionnelle et le suffrage universel pur et simple, adoptés simultanément, auraient donné à son œuvre la stabilité qui lui fait défaut.

Aujourd'hui que la représentation proportionnelle est le régime électoral reconnu le meilleur et que tous les partis en veulent le maintien, l'heure est venue d'écarter les expédients empiriques imaginés en 1893 pour sortir d'une situation qui n'avait plus d'autre issue pacifique et d'adopter un régime organique de suffrage universel, garantissant, avec l'égalité politique, le droit des minorités et leur contrôle nécessaire.

Ces brèves considérations nous dispensent de discussions théoriques sur la nature du droit de suffrage. Ceux-là même qui, en principe, ne le considèrent pas comme inhérent à la qualité de citoyen, reconnaissent que le régime le meilleur est celui que les circonstances, les mœurs et le développement politique du pays rendent opportun, et ils estiment qu'actuellement, en Belgique, cette opportunité est évidente.

Qui oserait nier, en effet, que le peuple belge est apte à exercer la souveraineté nationale sous le régime de l'égalité la plus complète?

La liberté d'association n'est pas accordée à quelques-uns; elle est garantie à tous dans la mesure compatible avec l'ordre public.

La liberté d'enseignement appartient même aux plus ignares et aux plus incapables.

La liberté de la presse n'est point le monopole de quelques-uns. Le premier venu a le droit d'en user.

Nul, à prétexte des abus possibles, n'a songé à restreindre ou à limiter l'exercice de ces libertés. Le pays en a supporté sans péril le libre exercice et ce spectacle a suscité l'admiration de l'étranger.

Pourquoi, dès lors, en matière électorale, créer des distinctions et des inégalités qui contrastent avec l'esprit et les tendances des dispositions maîtresses de la Constitution?

Aucune condition de cens ni de capacité n'est exigée pour l'exercice des droits politiques les plus importants. On cherche en vain pourquoi le droit de vote ne serait pas soumis au même régime.

Le droit, pour tout citoyen, d'exprimer ses opinions par la voie de la Presse, peut certes entraîner des abus plus graves que le droit, pour le même citoyen, d'émettre en secret un vote pour les candidats qui sollicitent son suffrage.

Il est faux, d'ailleurs, de dire que les plus intelligents, les plus capables et les plus fortunés ne disposent que d'une voix.

Leur situation sociale leur permet nécessairement d'exercer sur le vote des autres électeurs une influence considérable, et en fait, tel qui n'a qu'une voix, réussit à faire voter suivant ses vues, tous ceux auxquels il a réussi à les faire partager.

Les considérations tirées des législations étrangères sont sans portée en Belgique.

Le suffrage universel, en effet, ne s'exerce, nulle part ailleurs, dans les conditions toutes spéciales où il fonctionnera dans notre pays. La liberté de la presse, la liberté d'association et l'esprit d'association, seront la garantie qu'il se prononcera en pleine connaissance de cause, éclairé, inspiré par la libre discussion précédant le scrutin.

Le secret du vote garantira à chaque électeur son indépendance et la liberté absolue de son vote. Et la représentation proportionnelle, avec le vote obligatoire, lui donnera la garantie que son vote sera efficace, dans la mesure de la force électorale de son parti.

Ainsi complété, notre régime électoral apparaîtra, non pas comme une conception purement théorique, inspirée uniquement par des principes absolus, mais comme une organisation rationnelle et équitable du droit électoral, expression lui-même de l'égalité politique et de la souveraineté nationale consacrées par la Constitution.

Il sera la garantie de l'ordre et de la paix publique comme l'instrument des progrès de la législation dans tous les domaines.

A part d'autres mérites sur lesquels la controverse est possible, le suffrage universel pur et simple en a plusieurs qui doivent frapper tous les esprits qui ne sont pas dominés par d'incurables préventions ou des sentiments réactionnaires indignes de notre époque.

Il donne à chaque citoyen le sentiment de sa dignité et de ses droits, d'où découle, nécessairement aussi, le sentiment de ses devoirs politiques et sociaux. Il est un puissant moyen d'éducation politique du peuple.

Par la force des choses, sous le régime du suffrage universel pur et simple, le peuple s'occupe de questions et de problèmes qui, naguère, le laissaient indifférent.

Sous l'action continue, incessante des controverses et des discussions qui s'agitent au sujet de l'organisation politique et sociale, l'évolution du droit s'accomplit dans tous les domaines; le temps, l'expérience, l'ardeur des uns, la résistance des autres, font, dans chaque doctrine, la part de l'erreur et de la vérité, et finalement celle-ci s'impose à tous.

Depuis 1895, bien des problèmes considérés naguère comme indifférents ont été, sinon résolus, du moins abordés, et leur solution de plus en plus complète sera l'œuvre du régime nouveau.

Le suffrage universel, fonctionnant dans les conditions et avec les garanties que nous avons rappelées, impose en maître ses décisions à tous. Chacun peut lui faire appel, mais, son verdict rendu, tous doivent s'incliner devant ses décisions.

Il est donc, essentiellement, le moyen le plus sûr et le plus efficace de prévenir les troubles et les agitations politiques et de consacrer le droit incontestable de la majorité de faire prévaloir sa volonté.

Il assurera, sur des bases inébranlables, l'ordre et la paix dans le pays.

Il consolidera nos institutions; il développera le patriotisme en fortifiant la conviction du peuple belge, que leur maintien et l'indépendance du pays sont étroitement liées à sa prospérité, à son bonheur et à son avenir.

Nous n'avons pas à justifier la représentation proportionnelle que la loi actuelle consacre. Précisément parce qu'elle nous est la garantie du fonctionnement normal et régulier du suffrage universel, il convient que la Constitution la consacre en même temps que ce dernier, sauf, à la loi à l'organiser de la manière la plus loyale et la plus efficace.

A notre sens, ces deux réformes sont étroitement liées l'une à l'autre.

Nous pensons aussi que la réorganisation du Sénat s'impose. La vraie solution doit être cherchée, d'après nous, dans la représentation loyale et équitable des grands intérêts sociaux. N'est-il pas permis d'espérer, étant données les importantes adhésions que cette solution a recueillies dans tous les partis, que l'on arriverait aisément à trouver un système d'application pratique de cette conception? Déjà ont surgi des institutions particulières, représentation de ces grands intérêts, et il ne serait pas difficile de compléter cette organisation préalable et d'en faire surgir un Sénat représentatif de tous les intérêts sociaux. Mais, si même on ne pouvait arriver à un accord sur la solution de cet important problème, on pourrait chercher dans les conditions d'éligibilité une solution provisoire. Nul ne pourrait contester qu'il est désirable que les citoyens qui, dans le domaine du commerce, de l'industrie, de l'art, des lettres, de la science, dans l'exercice des hautes fonctions publiques, ont illustré le pays, puissent apporter au Sénat un concours précieux, sans avoir à justifier d'un cens déterminé.

Il conviendrait d'ajouter à ces hauts capacitaires, des éligibles représentant l'élite de la classe ouvrière et désignés, soit par les conseils de prud'hommes, soit par les conseils de l'industrie et du travail ou par tout autre mode simple et pratique d'élection. Ainsi réorganisé, le Sénat, moins absorbé par les discussions politiques, pourrait élaborer, avec compétence et maturité, des lois économiques qui seraient ensuite soumises à la Chambre.

Nous croyons avoir justifié nos propositions. Il est certain que la question

électorale encombre les délibérations du Parlement et suscite dans le pays une agitation intense qui ne fera que croître.

Les pouvoirs publics feraient œuvre de sagesse et de patriotisme, en appelant le pays tout entier à faire connaître sa volonté par l'élection d'une Constituante.

Le jour où celle-ci sera réunie, si elle s'inspire de l'intérêt réel du pays, de son passé, de ses traditions, de ses aspirations incompressibles vers l'égalité politique, elle réalisera cette affirmation du Roi, émise dans des circonstances solennelles, que : « L'édifice érigé par le Congrès peut s'élever et s'élèvera encore ».

PAUL JANSON.

PROPOSITION DE LOI.

Les soussignés proposent à la Chambre de décider qu'il y a lieu de reviser les articles 47, 48, 49, 53, 54, 55, 56, 56^{bis} et 57 de la Constitution.

WETSVOORSTEL.

De ondergeteekenden stellen aan de Kamer voor, te beslissen dat er aanleiding bestaat tot herziening van de artikelen 47, 48, 49, 53, 54, 55, 56, 56^{bis} en 57 der Grondwet.

PAUL JANSON.

ÉMILE VANDERVELDE.

J. DE VIGNE.

A. DE BACKER.

H. DENIS.

GUST. PATERNOSTER.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 22 MAART 1902.

Voorstel tot herziening van artikelen 47, 48, 49, 53, 54, 55, 56,
56^{bis} en 57 der Grondwet.

TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

Moest het gepaste en dringende worden bewezen van het voorstel dat wij de eer hebben bij het Parlement in te dienen, ze zouden blijken uit dit voorwaar afdoende feit, dat de Kamer er breedvoerig over handelde, zelfs voordat het bij haar aanhangig was gemaakt. Dus valt niet te loochenen dat het aan den wensch der openbare meening beantwoordt. Deze uit zich dagelijks door tastbare en onloochenbare feiten, welke strekking niet te ontkennen is.

Niet alleen de arbeidende standen vragen met onverdroten volharding gelijkheid tegenover de stembus; ook een aantal van hen die in het bestaande stelsel een voorrecht op kiesgebied aantreffen, besloten met hun vereerende staatkundige edelaardigheid en doorzicht naar intrekking van dat voorrecht te streven. Evenals destijds de cijnsbetalende burgerstand uit onbaatzuchtigheid en diep gevoel van rechtvaardigheid voorstelde den cijns af te schaffen en 't beginsel van algemeen stemrecht uit te roepen, wil hij thans het door hem in 1893 aangevangen werk voortzetten en aanvullen.

De geschiedenis wijst op geen enkel voorbeeld van een voorrecht dat weerstaat aan de pogingen om het te doen vallen, aangewend door het puik van hen die het genieten.

Zonderling mag het heeten, dat juist zij die de oplossing van het vraagstuk willen verdagen, verklaarden en voorspelden dat de oplossing volgens het voorstel zich eerlang opdringen zou.

't Kon ook niet anders.

Van 't oogenblik af dat de meerderheid, na in de Grondwet het beginsel

te hebben neergeschreven, waarbij iedere Belg kiezer zou zijn, het er enkel op aanlegde dit recht te beperken en te belemmeren, er duizenden werklieden van te berooven bij gemeenteverkiezingen, en aan de rijksten onverdedigbare voorrechten te verschaffen, moest stellig de openbare meening opkomen tegen dergelijk stelsel en gelijkmaking van het stemrecht vragen.

Wat het meervoudig stemrecht volkomen deed wantrouwen, was het bekend bedrog waartoe het aanleiding gaf, de onmogelijkheid om veel ander bedrog te kennen, waartoe het uit zijnen aard leidt, en de straffloosheid, aan plegers van dit bedrog verzekerd door eene rechtsspraak, welke de Regeering tot plicht had door wettige middelen te wijzigen.

Hare stelselmatige werkeloosheid is een soort van medeplichtigheid.

Anderzijds had, behalve hare innerlijke verdiensten, evenredige vertegenwoordiging deze zeldzame kans, dat zij voor het pleit van algemeen stemrecht vele uitstekende mannen aanwierf, die vrees koesterden voor de mogelijke gevolgen der intrekking van meervoudig stemrecht.

Dat is de zekerste, de doelmatigste waarborg tegen de door sommigen gevreesde misbruiken.

In een land als België, dat de meest uitgestrekte vrijheden geniet, is eene parlementaire minderheid, die een rechtvaardig doel nastreeft of weerstaat aan overdreven maatregelen, er zeker van dat zij eene overwegende rol kan vervullen en de meerderheid verhinderen misbruik te maken van hare getalsterkte.

Zelfs houden wij ons overtuigd dat, hadde de beter bedachte Grondwetgevende vergadering, in stede van het meervoudig stelsel in te voeren, zich ten minste gedeeltelijk vereenigd met de ontwerpen tot inrichting van het algemeen stemrecht, die de oppositie had opgesteld en de toenmalige Regeering overnam, evenredige vertegenwoordiging en eenvoudig algemeen stemrecht, terzelfder tijd aangenomen, haar werk de hechtheid hadde gegeven, die het thans mist.

Nu dat evenredige vertegenwoordiging is erkend als het beste kiesstelsel en dat alle partijen het willen behouden, is het uur geslagen om af te zien van de empirische uitvluchten van 1893, om uit eenen toestand te geraken, die geenen anderen vredelievenden uitweg meer liet, en een stelsel tot inrichting van eenvoudig algemeen stemrecht aan te nemen, dat, benevens staatkundige gelijkheid, het recht der minderheidsgroepen en dezer noodzakelijk toezicht vrijwaart.

Deze korte bedenkingen ontslaan ons van bespiegelende overwegingen betreffende den aard van het stemrecht. Zij zelven, die het in beginsel niet beschouwen als innig verbonden aan de hoedanigheid van burger, bekennen dat het beste stelsel ditgene is wat omstandigheden, zeden en staatkundige ontwikkeling des lands geschikt maken, en zijn van oordeel dat thans in België die geschiktheid helder blijkt.

Want wie zou durven ontkennen dat het Belgisch volk in staat is de volksmacht uit te oefenen, onder het stelsel van de meest volkomen gelijkheid?

Vrijheid van vereeniging wordt niet aan sommigen gegeven; zij is allen gewaarborgd, in de mate die met de openbare rust strookt.

Vrijheid van onderwijs bezitten zelfs de meest onwetenden en onbekwamen.

Vrijheid van drukpers behoort niet uitsluitend aan eenigen. De eerste de beste heeft het recht er zich van te bedienen.

Onder voorwendsel van mogelijk misbruik, dacht niemand er aan de uitoefening van die vrijheden in te krimpen of te beperken, en niet alleen verdroeg het land zonder gevaar de vrije uitoefening daarvan, liet paste ze daarenboven in ruime mate toe. Ook verwekte dit schouwspel bewondering in den vreemde.

Waarom dus op kiesgebied onderscheid en ongelijkheid, in strijd met den geest en de strekking der hoofdbepalingen van de Grondwet?

Voor het uitoefenen van de aanzienlijkste staatkundige rechten wordt geen beding hoegenaamd van cijns of bekwaamheid gesteld. Te vergeefs vraagt men zich af waarom het stemrecht niet onder een zelfde stelsel zou staan.

Het recht van iederen burger, om door middel der drukpers zijne meening te uiten, kan voorwaar ergere misbruiken verwekken dan deszelfden burgers recht om in 't geheim eene stem uit te brengen op kandidaten die ze hem vragen.

Overigens is het eene valsche bewering dat de verstandigsten, de bekwaamsten en de vermogendsten over slechts ééne stem beschikken.

Hun maatschappelijke stand veroorlooft hun noodzakelijk eenen aanzienlijken invloed uit te oefenen op de stemming van andere kiezers, en feitelijk kan hij die slechts eenmaal stemgerechtigd is, al wie hij zijn gevoelens kan doen deelen, doen stemmen naar zijne inzichten.

Beschouwingen uit wetten van andere landen getrokken, beteekenen voor België niets.

Want nergens wordt algemeen stemrecht uitgeoefend onder dezelfde gansch bijzondere voorwaarden als in ons land. Vrijheid van drukpers en vereeniging en vereenigingszin zullen waarborgen dat hij met volkomen zaakkennis uitspraak doet, ingelicht en geleid als hij is door vrij onderzoek vóór het stemmen.

Geheime stemming waarborgt iederen kiezer zijne onafhankelijkheid en volstrekt vrije keus. En evenredige vertegenwoordiging met verplichting om te kiezen waarborgt hem dat zijne stem doelmatig zal uitgebracht zijn, naar gelang van de sterkte zijner partij.

Aldus aangevuld, wordt ons kiesstelsel, in plaats van eene louter bespiegelende opvatting, die slechts van volstreekte beginselen uitgaat, eene redematige en billijke inrichting van het kiesrecht, dat zelf de uiting is van de politieke gelijkheid en den volkswil, door de Grondwet gehuldigd.

Het zal orde en openbare rust vrijwaren en als 't ware de hefboom zijn tot vooruitgang van de wetgeving op ieder gebied.

Behalve andere voor betwisting vatbare verdiensten, bezit zuiver algemeen stemrecht er vele die moeten treffen alwie zich niet laat medesleepen door niet te verhelpen vooringenomenheid of achteruitgaande gevoelens, onzer eeuw onwaardig.

Het prent iederen burger 't gevoel in van zijne waardigheid en zijne

rechten, en noodzakelijk vloeit daaruit ook het besef van zijne staatkundige en maatschappelijke plichten voort. 't Is een machtig middel tot staatkundige opleiding des volks.

Onder het stelsel van eenvoudig algemeen stemrecht, voelt het volk zich aangedrongen tot het onderzoeken van vraagstukken en stellingen, waaraan het vroeger onverschillig bleef.

Onder den gestadigen, onophoudenden invloed van betwisting en bespreking over de staatkundige en maatschappelijke inrichting, strekt het recht zich over elk gebied uit; tijd, ervaring, de ijver der eenen, de tegenstand van anderen scheiden in ieder kiesstelsel dwaling en waarheid van elkander en laatstgemelde dringt zich op den duur aan allen op.

Sedert 1893, werden vele vraagstukken, vroeger als onverschillig beschouwd, zooniet opgelost, dan toch aangevat, en het nieuw stelsel zal ze steeds meer en meer volledig moeten oplossen.

Algemeen stemrecht, in de voorwaarden en met de door ons herinnerde waarborgen, dringt als meester zijne beslissingen aan ieder op. Ieder mag er een beroep op doen, doch eenmaal zijne uitspraak bekend, moeten allen berusten in zijne beslissing.

Dus is het uit zijnen aard het zekerste en doelmatigste middel om politieke onlusten en woelingen te voorkomen en het onbetwistbaar recht der meerderheid om haren wil door te drijven, te bekrachtigen.

Het zal orde en rust in het land op onwrikbare grondslagen vestigen.

Het zal onze instellingen hechter maken, de vaderlandsliefde ontwikkelen, door versterking van de overtuiging des Belgischen volks, dat hare handhaving en 's lands onafhankelijkheid innig zijn verbonden aan zijne welvaart, zijn geluk, zijne toekomst.

De door de bestaande wet gehuldigde evenredige vertegenwoordiging hebben wij niet te verdedigen. Juist omdat zij voor ons de waarborg is voor de geregelde en regelmatige werking van algemeen stemrecht, behoort zij terzelfder tijd als dit laatste door de Grondwet gehuldigd te worden, behoudens ze door de wet op de meest eerlijke en doeltreffende wijze te doen inrichten.

Ons dunkens zijn beide hervormingen nauw aan elkander verbonden.

Wij achten insgelijks dat de herinrichting van den Senaat noodig is. Onzes inziens, is de wezenlijke oplossing te vinden in eerlijke en billijke vertegenwoordiging der groote maatschappelijke belangen. Mag er, gezien de hoogst gewichtige toetreding welke deze oplossing onder al de partijen aantrof, niet worden gehoopt dat er gemakkelijk een stelsel tot practische toepassing dezer opvatting ware te vinden? Reeds ontstonden bijzondere instellingen, die deze groote belangen vertegenwoordigen, en 't ware niet moeilijk deze voorafgaande inrichting aan te vullen en daaruit eenen Senaat te doen ontstaan, die alle maatschappelijke belangen vertegenwoordigt. Doch kon men het zelfs niet eens worden over de oplossing van dit aanzienlijk vraagstuk, toch kan eene voorloopige oplossing worden gezocht in de vereischten tot verkiesbaarheid. Niemand kan betwisten dat het wenschelijk is dat alle burgers, die op 't gebied van handel, nijverheid, kunst, letteren wetenschap, in het uitoefenen van hooge openbare ambten het land luister

hebben bijgezet, den Senaat eene kostbare medehulp zouden kunnen verstreken, met bevoegdheid en rijpheid huishoudkundige wetten opmaken, die nadien de Kamer zouden voorgelegd worden

We meenen onze voorstellen gerechtvaardigd te hebben. Stellig belemmert het kiesvraagstuk de beraadslagingen van het Parlement en verwekt het in 't land eene geduchte ontroering, die enkel toenemen kan.

De openbare machten zouden verstandig en vaderlandslievend handelen, zoo zij gansch het land toelieten zijnen wil bekend te maken door het verkiezen van eene Grondwetgevende vergadering.

Van 't oogenblik dat deze vergaderd zou wezen, zou zij — houdt zij 's lands wezenlijk belang, zijn verleden, zijne overleveringen en zijne onbedwingbare verzuchting naar staatkundige gelijkheid in het oog — deze verklaring des Konings in plechtige omstandigheden : « Het gevaarte door het Congres opgetimmerd kan en zal nog uitbreiding krijgen », tot eene wezenlijkheid maken.

PAUL JANSON.

— — —

PROPOSITION DE LOI.

Les soussignés proposent à la Chambre de décider qu'il y a lieu de reviser les articles 47, 48, 49, 53, 54, 55, 56, 56^{bis} et 57 de la Constitution.

WETSVOORSTEL.

De ondergeteekenden stellen aan de Kamer voor, te beslissen dat er aanleiding bestaat tot herziening van de artikelen 47, 48, 49, 53, 54, 55, 56, 56^{bis} en 57 der Grondwet.

PAUL JANSON.

ÉMILE VANDERVELDE.

J. DE VIGNE.

A. DE BACKER.

H. DENIS.

GUST. PATERNOSTER.